

Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien

NGO Action News

29 février 2024

Moyen-Orient

- Le 26 février, Al-Haq et d'autres organisations palestiniennes de défense des droits humains ont publié une [note d'information](#) constatant que, pendant le mois qui s'est écoulé depuis l'arrêt de la Cour internationale de Justice (CIJ) relatif aux mesures conservatoires, Israël a poursuivi sa campagne militaire génocidaire sur Gaza. La note d'information expose les principales violations des mesures conservatoires de la CIJ commises au cours du mois dernier. Quelques jours plus tôt, l'Institut du Caire pour l'étude des droits de l'homme a publié un [article](#) dans lequel il a également observé qu'Israël et ses alliés n'avaient pas tenu compte de l'arrêt de la CIJ.
- Le 26 février, Addameer Prisoner Support and Human Rights a publié un [article](#) soulignant que les autorités d'occupation israéliennes avaient tendance à cibler les prisonniers libérés après chaque accord d'échange de prisonniers conclu avec les partis politiques palestiniens pour les arrêter de nouveau, au mépris des garanties convenues avec les parties qui supervisent ces accords d'échange.
- Le 22 février, BADIL – Resource Centre for Palestinian Residency and Refugee Rights a publié un [article](#) intitulé « Empty Words of Concern will not prevent Israel's Ongoing Genocidal Assault on Rafah », dans lequel il est souligné qu'en dépit de l'inquiétude qu'ils expriment au sujet de la situation à Gaza, certains pays, tels que les États-Unis, l'Union européenne et ses États membres, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie continuent d'armer et de soutenir Israël.
- Le 22 février, HaMoked, Gisha et d'autres organisations de défense des droits humains [ont demandé](#) à la Cour suprême d'Israël d'abroger l'interdiction faite à la Croix-Rouge de rendre visite aux prisonniers palestiniens et de fournir à cette organisation des informations détaillées sur tous les prisonniers palestiniens.
- Le 22 février, Gisha a publié un [article](#) exposant la faim qui se propage et le risque de famine qui plane sur le nord de Gaza, et avertissant Israël qu'il doit respecter son obligation de répondre à tous les besoins de la population civile dans la bande de Gaza.
- Le 20 février, Al-Shabaka a organisé une [table ronde](#) intitulée « The West Bank: Settler Colonial Spillover of the Gaza Genocide », comprenant un débat avec des universitaires de l'université de Bir Zeit sur la situation en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023. Une partie de ce débat est également disponible sous la forme d'un [podcast](#).

- Le 19 février, Physicians for Human Rights – Israel a publié un [document de synthèse](#) intitulé « The Destruction of Gaza’s Healthcare Infrastructure amid Israel’s Military Offensive », qui analyse la gravité de l’assaut militaire israélien sur Gaza et ses répercussions mortelles.

Asie et Europe

- L’Agence Média Palestine a [annoncé](#) que le 22^e Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) se déroulera du 8 au 17 mars à Genève. Cette année, le FIFDH mettra l’accent sur les « Regards et voix palestinien·nes » grâce à un programme composé de sept films palestiniens ainsi qu’à un débat qui aura lieu le 10 mars sur le thème « Comment représente-t-on son pays, victime de l’occupation depuis des décennies et Gaza dévasté par la guerre, quand les bombes continuent de tomber ? »
- Le 26 février, l’Association France Palestine Solidarité a publié un [communiqué de presse](#) soulignant les conditions inhumaines auxquelles sont soumis les prisonniers politiques palestiniens dans les prisons israéliennes, où ils sont souvent torturés. Au moins dix prisonniers politiques palestiniens sont morts dans les prisons israéliennes au cours des cinq derniers mois.
- Le 26 février, Amnesty International a publié un [communiqué de presse](#) indiquant qu’Israël, en refusant d’autoriser l’acheminement d’une aide humanitaire adéquate à Gaza, enfreignait la décision de la CIJ qui lui imposait de prévenir un génocide. L’ordre de permettre la fourniture d’une aide était l’une des six mesures conservatoires ordonnées par la Cour le 26 janvier, et Israël s’est vu accorder un mois pour rendre compte de sa mise en œuvre.
- Le 23 février, un groupe d’avocats allemands représentant les familles de deux Gazaouis a déposé une plainte pénale contre des représentants du Gouvernement allemand pour avoir aidé et encouragé le génocide contre le peuple palestinien de Gaza en fournissant des armes à Israël. [Law for Palestine](#) et d’autres organisations de la société civile soutiennent les plaignants dans le cadre de l’Initiative pour la justice et la responsabilité en Palestine.

Amérique du Nord

- Le 4 mars, le Jerusalem Fund organisera à Washington un [événement](#) intitulé « Total War Between River and Sea: The Dynamics of the Gaza War in the West Bank and Within the Green Line », qui comprendra un débat avec l’organisatrice palestinienne et défenseuse du mouvement, Soheir Asaad, sur l’état actuel de la structure de la résistance au sein des différentes communautés palestiniennes, leur capacité d’unité et les efforts déployés pour tenter de les affaiblir.
- Le 28 février, Human Rights Watch et d’autres organisations internationales ont publié une [déclaration commune](#) demandant au Gouvernement britannique d’expliquer pourquoi il refuse de suspendre les transferts d’armes vers Israël, malgré le risque de voir des équipements sous licence britannique utilisés pour commettre ou faciliter de graves violations du droit international humanitaire, y compris des crimes de guerre.

- Le 23 février, J Street a publié un [communiqué de presse](#) saluant la déclaration du Secrétaire d'État des États-Unis, Antony Blinken, qui a clairement souligné que les nouvelles implantations allaient à l'encontre de la recherche d'une paix durable et étaient incompatibles avec le droit international.
- Le 22 février, Jewish Voice for Peace a publié un [communiqué de presse](#) sur la manifestation qui a rassemblé des milliers de Juifs et d'alliés, y compris des rabbins et des descendants de survivants de l'Holocauste, au siège de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) à New York, pour protester contre l'implication de cette organisation dans la politique des États-Unis et contre ses tentatives visant à influencer les membres du Congrès pour qu'ils s'opposent à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

Amérique latine

- L'Asociación Palestina Guatemalteca [a annoncé](#) qu'une manifestation sous forme de caravane serait organisée le 8 mars pour permettre au peuple guatémaltèque d'exiger la fin du génocide en Palestine.
- Au Mexique, la Plataforma Común por Palestina a annoncé deux événements, prévus le 1^{er} mars, en soutien au peuple palestinien : une [table ronde](#) dans une université de Mexico et une [manifestation](#) pacifique à Mérida, dans le Yucatan.
- Le 24 février, la Red de Solidaridad con Palestina/Costa Rica a organisé deux [manifestations](#) dans la capitale et ses environs, appelant la communauté internationale à exiger un cessez-le-feu immédiat et permanent, ainsi que la fin de l'occupation et du génocide en cours.
- Le 20 février, le Comité Panameño de Solidaridad con Palestina et d'autres organisations locales ont organisé une [manifestation](#) dans la ville de Panama pour dénoncer le génocide contre le peuple palestinien et protester contre les expulsions forcées.

Organisation des Nations Unies

- Le 13 mars, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien organisera un [événement virtuel](#) intitulé « War on Gaza: Impact on Palestinian Women and Children », en marge de la session annuelle de la Commission de la condition de la femme (CSW68). Des informations sur le programme de cet événement et sur les modalités d'accès seront disponibles prochainement.
- Le 28 février, le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a publié une [déclaration](#) réaffirmant son soutien indéfectible à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et à sa mission indispensable, et exprimant ses préoccupations quant aux conditions catastrophiques constatées à Gaza et aux obstacles dressés pour entraver la réalisation du mandat de l'UNRWA. Le 22 février, le Commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a envoyé une [lettre](#) au Président de l'Assemblée générale, l'informant que

l'Office avait atteint son point de rupture et que sa capacité à remplir son mandat était sérieusement menacée.

- Le 27 février, le [Conseil de sécurité](#) a entendu les exposés de fonctionnaires du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM), qui ont tous mis en garde contre le risque imminent de famine qui sévirait à Gaza si des mesures n'étaient pas prises immédiatement pour éviter une catastrophe humanitaire. De nombreux membres du Conseil ont allégué que la faim était utilisée comme une arme de guerre.
- Le 27 février, la Division des droits des Palestiniens a publié, au nom du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, une brève [vidéo d'animation](#) sur le Système d'information des Nations Unies sur la question de Palestine (UNISPAL), le plus grand dépôt en ligne au monde de documents relatifs à la question de Palestine. Par ailleurs, cette vidéo d'animation sur l'histoire de la question de Palestine est désormais disponible en [italien](#), en [portugais](#) et en [swahili](#), en plus des six langues officielles de l'ONU ([arabe](#), [chinois](#), [anglais](#), [français](#), [russe](#) et [espagnol](#)).
- Le 26 février, afin de contrer la désinformation croissante concernant son personnel et ses opérations, l'UNRWA a publié un [communiqué de presse](#) intitulé « UNRWA: Claims versus Facts ». Ce communiqué de presse reprend certaines des allégations les plus fréquentes formulées à l'encontre de l'Office dans les médias et expose les positions de l'UNRWA, fondées sur des faits objectifs et vérifiables, des données et des informations de première main.
- Le 26 février, le Secrétaire général António Guterres [s'est adressé](#) au Conseil des droits de l'homme lors de l'ouverture de sa 55^e session ordinaire. Il a réitéré son appel en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire à Gaza et de la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.
- Du 19 au 26 février, la Cour internationale de Justice (CIJ) a tenu des audiences publiques dans le cadre de la procédure consultative sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. À l'issue de ces audiences, la Cour a publié un [communiqué de presse](#). Les comptes rendus des audiences sont disponibles [ici](#).
- Le 23 février, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié un [communiqué de presse](#) prenant acte de l'avertissement lancé par des experts des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, qui ont affirmé que tout transfert d'armes ou de munitions vers Israël qui seraient utilisées à Gaza serait susceptible de violer le droit humanitaire international et devait cesser immédiatement.

Cette lettre d'information recense les informations sur les activités récentes et à venir des organisations de la société civile travaillant sur la question de la Palestine. Le Comité et la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

communiquent les informations « en l'état », sans garantie d'aucune sorte et déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude ou à la fiabilité des informations contenues dans les sites Internet, dont les liens figurent dans la lettre d'information. La lettre d'information NGO Action News sera bientôt traduite dans d'autres langues.



<http://www.facebook.com/UN.palestinianrights>



<http://www.twitter.com/UNISPAL>